

Texte d'orientation 1 : Un progrès partagé pour faire gagner la Gauche

Construire la « décennie française » en étant libres et libéré.e.s

Nous ne sommes pas les gardiens du vieux Parti d'un vieux pays qui n'aurait plus rien à offrir à celles et ceux qui veulent construire une société plus juste. Nous sommes les fantassins d'un Parti qui peut faire des dix prochaines années « la décennie française » ; nous sommes des militant.e.s libres et libéré.e.s.

Les Socialistes défendent les notions de Justice sociale, de Redistribution, de Droit du travail et de Dignité. Nous avons rendu la France meilleure, et parce que le Socialisme est un internationalisme, nous avons rendu le monde meilleur. Nous n'avons pas réussi partout mais n'avons pas échoué sur tout.

Depuis 1981, les Français nous ont confié à 4 reprises le Gouvernement du pays. A chaque fois, nous avons transformé la France en affrontant tous les conservatismes. L'abolition de la peine de mort, la 5^{ème} semaine de congés payés, les 35 heures, l'impôt de solidarité sur la fortune, le RMI devenu RSA, la prime pour l'emploi devenue la prime d'activité, la CMU, le prix unique du livre, le mariage pour tous ne sont pas l'héritage des seuls Socialistes.

A force de persévérance, ils sont entrés dans le patrimoine de chaque Français. Nous avons transformé la France en gagnant la seule bataille qui compte : celle des idées.

C'est ce chemin qu'il nous faut retrouver pour fonder une « décennie française ».

Rappeler la persistance du clivage Gauche/Droite

Mai 2017 n'a jamais signifié la fin du clivage Gauche/Droite, mais la victoire d'une nouvelle Droite sur une Gauche divisée. Accepter la fin du clivage Gauche/Droite comme s'il s'agissait d'une vérité indépassable reviendrait à accepter que le seul choix des Français soit désormais réduit à jouer l'élite contre le peuple, les extrêmes contre les centres.

Dépasser la notion de « Gauche de gouvernement »

A chaque fois que nous avons gouverné, nos partenaires, nos militant.e.s, et nos électeurs nous ont interrogés sur notre capacité à exercer le pouvoir sans nous renier.

Notre prochain congrès devra rompre avec près de 40 ans d'un concept devenu obsolète : celui de parti de gouvernement. La social-démocratie s'est trop longtemps confondue avec la notion de parti de gouvernement. Mais c'est parce que nous n'avons pas renoncé à revenir au pouvoir que nous devons la réinventer pour lui donner un nouveau souffle écologique, européen et démocratique.

Pour cela nous devons convenir que le rôle d'un parti politique n'est pas seulement de gouverner, mais de construire une prospective stratégique pour soutenir les politiques locales et nationales conçues et mises en œuvre par ses élus.

Nous avons le double devoir d'inventaire et d'inventer.

Nous devons procéder à l'inventaire du précédent quinquennat, il devra résulter d'un débat sans concession, qui se déroulera dans la sérénité. Nous connaissons les mesures qui ont profondément troublé les Socialistes : c'était le CICE mal ciblé ; c'est la Loi Travail ; c'est la déchéance de nationalité.

Nous sommes dans l'opposition, les Français attendent donc de nous que nous sachions nous opposer lorsque leurs droits, leurs acquis sociaux ou leur pouvoir d'achat sont en danger.

Choisir la Gauche Arc-en-ciel : un choix politique clair

Nous avons besoin d'une Gauche unie, une Gauche Arc-en-Ciel qui inclut l'ensemble des forces progressistes, écologistes et républicaines dans une approche ouverte. Elle devra s'ouvrir largement à de nouveaux visages, aux syndicats, aux associations et à la société civile.

Elle devra adopter un pacte fondateur en vue des prochaines élections européennes et municipales.

Pour le premier rendez-vous européen en 2019, nous devons établir des alliances claires avec nos partenaires de Gauche qui s'affirment pro-européens et souhaitent profondément réorienter l'UE ; en revanche, nous refuserons de nous allier avec une tendance populiste de Gauche qui tiendrait des discours sur l'Europe auxquels aucun Socialiste ne peut souscrire. Changer l'Europe avec nos partenaires, oui ; agiter la menace de la quitter, non. La politique, ce n'est pas du chantage.

Dès le lendemain de notre Congrès, nous devons renouer avec la méthode qui nous a permis si souvent d'avoir le soutien des Français. Nous devons pouvoir proposer sur tout le territoire des conférences de consensus réunissant les Français, les experts, les militants, les syndicats, sur tous les sujets qui feront l'avenir de la France.

Bâtir le Progrès partagé

Notre horizon doit donc être celui du Progrès partagé au service de tous : longtemps nous avons associé les progrès humain et technique, mais les Français ressentent aujourd'hui une forte inquiétude. Il ne dépend pourtant que de nous que le progrès soit la chose du monde la mieux partagée, dès lors que nous déciderons démocratiquement à l'échelle mondiale, européenne et française de l'usage et de la valeur que nous voulons conférer aux biens communs.

3 urgences : éducative, écologique et démocratique

L'urgence éducative

Le premier de ces biens est l'éducation que nous devons à nos enfants. Les inégalités débutent à la naissance.

Malgré les transferts sociaux, un enfant sur dix vit encore en France sous le seuil de pauvreté et présente de ce fait de véritables carences de santé et des retards scolaires. A 4 ans, un enfant de famille défavorisée aura entendu 30 millions de mots de moins qu'un enfant de famille aisée faute d'accès aux crèches notamment en milieu rural et en banlieue.

Les inégalités se poursuivent dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur où un étudiant sur dix seulement inscrit en enseignement supérieur appartient à une famille d'ouvriers alors que ces derniers représentent 30% des 18-23 ans.

L'école doit rester ce haut lieu où l'esprit critique et l'art de la raison sont transmis tout au long de la scolarité. Elle doit se recentrer sur sa mission d'enseignement et rémunérer décemment ses enseignants. Elle doit aussi faire partager les valeurs et les clefs de la compréhension de la République.

L'urgence démocratique

Lorsqu'il penche vers l'autorité, le pouvoir prend toujours le risque de tomber dans l'autoritarisme.

Pourtant, nous n'avons jamais été si proches de la possibilité de réaliser l'avènement d'une démocratie directe grâce aux nouvelles technologies.

Si nous n'exprimons pas une volonté politique forte de rendre la démocratie plus directe, le risque est grand de voir les Français délaisser toujours plus la démocratie pour s'orienter vers les extrêmes.

Nous devons permettre à nos concitoyens de revendiquer à juste titre que leur voix soit mieux entendue, si nous voulons faire des dix prochaines années celles de « la décennie française ».

La tentation du Gouvernement de vouloir légiférer sur les fake news traduit une défiance vis-à-vis des journalistes, et une certaine complaisance vis-à-vis des GAFAs qui ne font toujours pas l'objet d'un encadrement strict de leurs responsabilités.

L'urgence écologique

Le troisième de ces biens est notre planète. En portant à près de 2 milliards d'euros par an le crédit de transition énergétique et en nous fixant un objectif contraignant mais réaliste de sortie du nucléaire lors du précédent quinquennat, nous avons posé les fondations d'une véritable révolution.

A l'heure où tout l'écosystème de notre planète approche de son point de rupture, nous devons prendre conscience que nous n'avons pas de planète de rechange. Chacun de nous peut devenir un « colibri » prêt « à prendre sa part dans le sauvetage de notre planète ».

1. L'avenir de notre Parti

Jusqu'ici, notre parti a fonctionné d'une manière doublement centralisée autour de la capitale et de la figure du Premier secrétaire. Cette organisation ne correspond plus aux attentes des adhérents d'un Parti moderne.

Articuler l'action du groupe parlementaire avec notre Parti

Nous demeurons la première force d'opposition au Parlement comme dans les collectivités territoriales. Notre Parti doit être un soutien sans faille pour nos parlementaires. Et dans chacun de nos groupes, le ou la Président.e de groupe doit pouvoir être le ou la représentant.e du Parti au sein de son Assemblée. Nous voulons les meilleur.e.s à chaque poste.

Les militant.e.s font souvent le reproche aux élus d'apparaître déconnectés de leur base. Cette critique est en partie fondée. La bonne articulation entre tous est une priorité et le gage de notre réussite collective.

Nous devons :

- Réserver au moins une séance/an confiée à nos groupes parlementaires à une proposition émanant des militant.e.s
- Rendre obligatoires les comptes rendus de mandats annuels des présidents de groupes parlementaires devant le Conseil national, comme pour les Maires et les Députés devant les militant.e.s de leurs communes et de leur circonscriptions

Retrouver le sens du collectif

Le Premier secrétaire ne doit pas être une femme ou un homme seul pouvant engager le Parti dans les décisions les plus graves sans contrepouvoir réel.

Le Conseil national doit devenir le véritable Parlement du Parti et exercer un contrôle de l'action du Premier secrétaire. S'ils doivent être désignés avec le souci constant de la plus grande transparence, ils ne peuvent être soumis au hasard. La vie politique, ce n'est ni le tirage au sort, ni subir les pressions de la mode ambiante. Ils devront représenter les militant.e.s, les fédérations et les élus.

Au côté du Premier secrétaire national doivent se tenir trois premiers secrétaires nationaux délégués à l'Égalité femme-homme, aux Outre-mer, à la Jeunesse - cette fonction reviendra

de droit et logiquement au Président du Mouvement des Jeunes Socialistes - dotés des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Nous devons :

- Rendre totalement transparent le choix de notre prochain siège et le présenter en Conseil national
- Créer les conditions d'une nouvelle gouvernance avec les fonctions de Premiers secrétaires nationaux délégués à l'Égalité Femme-Homme, à l'Outre-mer, et à la Jeunesse

Décentraliser notre parti : des moyens pour les militant.e.s et les fédérations

Nos fédérations doivent disposer des moyens de se développer : nous devons décentraliser notre parti en redonnant le pouvoir aux militant.e.s et aux fédérations.

C'est pourquoi nous devons donner un poids central et décisionnaire aux fédérations pour replacer le PS au cœur des territoires. Le « national » doit devenir une « fédération nationale » de nos fédérations départementales.

Nous devons :

- Rendre environ 20% de la vente de Solférino aux fédérations pour qu'elles puissent avoir la garantie de payer au moins chacune un permanent jusqu'en 2022 si elles le décidaient
- Garantir aux fédérations que les instances nationales n'interviendront plus dans les décisions fédérales lorsque ces dernières s'avéreront mieux placées
- Interdire les parachutages non sollicités par les militant.e.s

Réactiver la marque socialiste

Le PS ne se résume pas à des locaux, des murs et un logo ; il doit évoluer et cette évolution doit être visible. Elle ne pourra se faire sans les militant.e.s qui seront associés tant au choix du futur siège qu'à celui de notre future identité.

Intégrer les nouvelles formes d'engagement

Pour répondre aux nouvelles formes de militantisme, nous devons proposer 3 niveaux d'adhésions : au premier niveau les « adhérent.e.s », qui le deviendront en « un clic » sur internet et recevront les informations et argumentaires, mais qui ne participeront pas à nos votes internes ; au deuxième niveau, les « militant.e.s de projet » qui souhaitent s'engager sur des projets locaux ou nationaux puis enfin les « membres actifs », qui seront rattachés à une section avec de nouveaux droits.

Savants et militant.e.s : pour un dialogue interne permanent

Nous avons trop longtemps délégué notre intelligence collective aux thinks tanks. Nous devons rétablir en notre sein les lieux du débat politique. De nombreux militant.e.s souhaitent d'abord et avant tout contribuer au débat d'idées.

Celles et ceux qui se seront investis localement doivent pouvoir être entendus nationalement dans des instances dans lesquelles siégeront les élus de notre parti.

Pour cela un budget spécifique sera consacré à la formation et au débat d'idées.

Nous devons :

- Créer une Université populaire du Parti Socialiste pour former nos adhérent.e.s à l'Histoire du Socialisme et de la Gauche, ainsi qu'aux nouvelles problématiques
- Ouvrir une plateforme militantes pour communiquer, proposer des votes, déposer des motions à l'ordre du jour du CN. Une plateforme permettant aux secrétaires de sections de télécharger les outils et tutoriels de campagne. Elle mutualiserait aussi les bonnes pratiques locales
- Créer une chaîne nationale du PS et une web radio

Démocratiser nos instances et dématérialiser nos consultations militantes et procédures de vote.

Notre Parti doit améliorer son fonctionnement interne pour redonner confiance à nos militant.e.s.

Nous devons :

- Elire au suffrage universel des militant.e.s les Présidents des 3 commissions nationales statutaires (BNA, CNC, CNCF). Les commissions départementales seront instituées dans les mêmes conditions dans chaque fédération
- Proposer la fonction de Trésorier national à la motion arrivée en 2^{ème} position du vote des militant.e.s
- Le Conseil national doit être élu par les militants : les candidats sont issus des motions par fédération
- Moderniser et rendre transparents nos processus de décision internes et notamment la constitution des listes au sein de nos instances nationales

- Mettre en place un système de vote électronique permettant de consulter plus régulièrement et plus efficacement les militant.e.s, tout en garantissant une meilleure sincérité des votes durant nos scrutins nationaux internes.

Construire la Gauche-Arc-en-Ciel avec nos partenaires

Si nous ne prenons pas la mesure des enjeux, demain ce sont l'ensemble des villes et des EPCI Socialistes et républicains qui seront en danger.

Avec eux ce sont nos politiques de solidarité, d'aménagement durable, nos projets de démocratie participative et notre sens de l'innovation qui pourraient disparaître.

Demain, c'est une Gauche Arc-en-Ciel qu'il nous faut inventer. Elle devra inclure l'ensemble des forces progressistes et démocrates, écologiques et républicaines dans une approche ouverte. Elle devra s'ouvrir largement à de nouveaux visages et à la société civile, aux syndicats, aux intellectuels, aux membres des associations.

Nous devons :

- Prendre l'initiative d'un Conseil de la Gauche Arc-en-Ciel qui réunirait tous les acteurs associatifs, syndicaux, intellectuels et politiques qui se diront prêts à construire la plateforme programmatique en vue des prochaines échéances européennes

2. La lutte contre les inégalités et leur reproduction

Nous, Socialistes, avons souvent disserté sur la lutte contre les inégalités et leur reproduction. A défaut de l'avoir résolu, nous sommes devenus des experts du problème. Depuis 2015, la lutte contre le terrorisme a créé une fracture au sein même de la Gauche qui ne doit pas être passée sous silence si nous voulons réussir à convaincre les Français.

Ne nous le cachons pas : l'islamisme radical éprouve notre Nation et son unité. Il nous fait courir le risque de la division. Jusqu'au sein même de la Gauche, nous peinons à faire l'analyse des causes profondes qui poussent des Français à se jeter dans les bras de nos ennemis.

Ces causes existent, elles sont mesurables et explicables. Elles peuvent être combattues au plan international par la force mais surtout par une véritable politique de développement.

A l'intérieur de nos frontières ; nous pouvons lutter contre elles par un système de renseignement amélioré, une sécurité sans faille, mais aussi par une politique sociale, d'éducation et d'emploi.

La Laïcité : pour un vivre-ensemble adapté à notre temps

Nous sommes convaincus qu'aucune politique de redistribution, aucune loi aussi juste soit-elle ne pourra produire ses pleins effets si nous ne recréons d'abord un nouvel horizon qui permette aux Français de retisser leurs liens.

Cela passe par l'école bien sûr. Mais dans le climat qui est le nôtre, cela suppose de faire de la Laïcité une pièce maîtresse du vivre-ensemble. Elle doit demeurer un bouclier qui protège tous les citoyens et ne jamais devenir un glaive qui s'abattrait sur quelques-uns.

L'Islam est devenu la deuxième religion de France. Nous ne devons pas tourner le dos aux milliers de Maires qui doivent faire face aux nombreuses demandes de construction ou de réhabilitation d'édifices religieux, sans pouvoir y répondre ou de manière détournée. Nous devons donc mettre un terme à l'hypocrisie qui règne au sein de la classe politique, et souvent même au sein de la Gauche.

Nous voulons que les Français s'expriment rapidement aux côtés d'experts, de juristes, et de philosophes pour que nous bâtissions un nouveau consensus national sur la place des religions dans notre pays et sur le pouvoir des élus en la matière.

Nous devons :

- Organiser une conférence de consensus sur la place des religions dans notre pays et sur le pouvoir des élus

Repenser la scolarisation de la petite enfance à l'université

Comme nous l'évoquions dans l'introduction, l'Education est pour nous plus qu'une priorité, c'est une urgence.

Elle est à la base de la lutte contre les inégalités et de l'émancipation des individus.

Aujourd'hui, les réformes avancées par le Gouvernement font craindre que l'Ecole à deux vitesses se renforce, réservant les parcours d'excellence à ceux qui sont déjà les plus favorisés.

S'assurer d'offrir à tous nos enfants les mêmes chances de réussites et revaloriser le métier de nos enseignants doivent être au cœur de notre urgence éducative.

Nous devons :

- Redonner aux enseignants une rémunération décente

- Déployer en lien avec les collectivités un plan d'investissement dans la petite enfance et les places en crèches

- Étendre le dispositif Toute Petite Section pour accueillir tous les enfants de moins de 3 ans en maternelle

- Procéder au remplacement des enseignants sous 48 heures dans les Zones d'Education Prioritaires
- Demander la généralisation du dédoublement des classes de CP
- Faire de l'éducation à l'Egalité Femme-Homme une priorité éducative
- Refuser toute sélection assumée ou cachée à l'entrée à l'Université
- Affecter 1 milliard d'euros par an pendant 5 ans au Plan Étudiant

Vaincre la fracture territoriale

Nous ne devons pas plus longtemps opposer la « France périphérique », la France rurale et les banlieues urbaines. Où qu'ils habitent, les Français veulent l'égalité réelle.

Il existe d'ailleurs plusieurs « France périphérique ». Pour être plus heureux, de nombreux Français n'ont pas besoin que l'on change « grand-chose » à leur ville ou à leur village ; ils souhaitent souvent juste « plus de choses ».

Mais les plus pauvres et les plus éloignés nous lancent des « au secours » qu'il faut savoir entendre. Ces territoires périphériques ne doivent pas se sentir délaissés plus longtemps. Alors que l'INSEE a relevé ses prévisions de croissance pour 2018, et que les métropoles présentent une solide santé économique (comme à Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, ou encore Nantes) combien de villes et villages de France connaîtront quant-à-eux une décroissance de population, de commerces, ou d'emplois ?

Dans certains départements de France ce sont près de la moitié des villes et villages qui lors du dernier recensement ont perdu leur population au profit des métropoles et des grandes agglomérations.

Nous devons :

- Exiger un moratoire sur la décentralisation administrative de notre pays tant que nous n'aurons pas mis en place une véritable décentralisation économique. Préparer la décentralisation économique de la France en identifiant dès à présent 12 sièges de grandes administrations transférables et d'entreprises publiques dès le prochain quinquennat dans nos régions
- Créer un panier de services publics à moins de 15 mn de chaque Français
- Donner la priorité au développement des villes moyennes
- Coordonner l'action de l'Etat et des régions pour la dotation de fonds régionaux d'intervention pour la revitalisation rurale
- Créer une association des territoires progressistes et républicains qui rassemblerait en son sein tous les territoires volontaires de la Gauche Arc-en-ciel

De la même manière, le premier de nos combats dans les quartiers, c'est l'emploi. Les habitants des quartiers en politique de la ville subissent au quotidien le chômage et les discriminations. Ils sont les filles et les fils de la République mais ils sont « assignés à identité ». Ils veulent être citoyens, justes citoyens.

Parallèlement, de trop nombreux concitoyens sont victimes de discriminations dans leur vie quotidienne. Loin d'être interdits, les contrôles au faciès sont facilités par l'adoption le 30 octobre dernier de la loi « renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme », et son article 10 qui permet les contrôles à la seule vue de signes extérieurs de nationalité étrangère.

"D'où viens tu ? Oui mais avant ?" Cette question posée de façon récurrente aux personnes d'origine étrangère supposée démontre un mal profond. Les limitations d'accès à un emploi, à un logement, aux prêts bancaires, puis les violences policières subies par ces mêmes personnes, de façon accrue, nous obligent. Nous avons la responsabilité de tenir un débat national sur le racisme afin de mettre des mots sur ces maux, puis de proposer des mesures allant au delà de l'action sur les conséquences du racisme.

Les dépositaires de l'autorité publique (élus, fonctionnaires,...) devraient être plus sévèrement punis lorsqu'ils tiennent des propos ou agissent de manière discriminatoire.

Mais nous avons besoin qu'aux côtés des acteurs de l'Education nationale et des élus locaux, les entreprises s'engagent enfin dans un plan d'urgence pour l'emploi dans les quartiers. Dans nos quartiers, nos jeunes diplômés jouent un rôle social majeur : ils sont la fierté de celles et ceux qui les ont élevés et l'exemple de celles et ceux qui les suivent.

Enfin, les associations au cœur de l'action républicaine sont indispensables à la cohésion sociale. Elles sont les premières victimes de l'action du Gouvernement avec le gel des dotations décidées unilatéralement en septembre 2017. Les collectivités sont les premiers soutiens financiers et humains de nos associations. Elles doivent être accompagnées.

Nous devons :

- Rétablir l'intégralité des contrats aidés
- Sanctionner plus sévèrement les personnes dépositaires de l'autorité publique lorsqu'elles tiennent des propos injurieux, discriminatoires ou appelant à la haine raciale
- Contrôler et sanctionner les entreprises se rendant coupables de pratiques discriminatoires par la pratique du « name and shame »
- Généraliser le CV anonyme
- Maintenir un niveau suffisant des crédits des projets de réussite éducative
- Affecter le solde des comptes inactifs ou en déshérence des personnes morales comme nouvelle ressource financière pour le développement de la vie associative

Placer le logement au cœur de notre combat pour l'Égalité réelle

Le logement, comme l'aménagement urbain, doivent d'abord viser l'équilibre des territoires et favoriser le vivre ensemble afin de répondre aux besoins concrets, sociaux et économiques des Français.

Aujourd'hui, 11 millions de Français vivent aujourd'hui dans un logement social. 50% de Français y vivent ou y ont vécu. Deux millions de nos habitants attendent chaque année d'y entrer.

Plus de 1000 communes en France ne respectent toujours pas leurs obligations en matière de construction de logements.

Nous devons poursuivre le travail de rénovation urbaine et nous inscrire dans les objectifs de la loi égalité-citoyenneté que nous avons votée lors du précédent quinquennat qui seuls permettront de construire du logement tout en favorisant la mixité sociale en milieu urbain.

Les Maires ne doivent plus être laissés seuls pour désenclaver leurs quartiers et organiser la mixité de la population. Pour cela il nous faut une agence nationale des bailleurs sociaux compétente sur tout le territoire national pour proposer la meilleure adéquation entre l'offre et la demande de logements.

Nous devons :

- Réviser l'ensemble de la fiscalité du parc privé pour rendre du pouvoir d'achat aux Français tout en favorisant la construction immobilière
- Revenir sur la baisse des loyers des bailleurs sociaux décidée dans la loi de finances pour 2018 et sur la baisse des APL
- Créer une Agence nationale du Logement Social et des agences régionales pour coordonner la demande et l'offre de logements sociaux sur tout un territoire
- Interdire la construction de logements sociaux dans les villes qui comptent déjà plus de 50% de logements sociaux
- Intégrer une part de logements intermédiaires dans la reconstitution de l'offre de logements sociaux exigée par l'ANRU en cas de programme de rénovation urbaine
- Diminuer l'avantage fiscal des dispositifs Malraux et Monuments historiques qui profitent aux très hauts revenus

Fonder notre modèle économique sur la Liberté, l'Égalité, et la Fraternité

La France a oublié d'inclure dans sa stratégie industrielle la devise républicaine ; elle ne respecte plus le partage des richesses et du progrès.

Avec 7% du PIB de la France et plus de 2 millions d'emplois directs et indirects, le tourisme est une industrie essentielle à notre économie qui permet à la France de rayonner dans le monde tout en générant plus de 160 milliards d'euros de recette par an.

Nous nous apprêtons à accueillir la Coupe du monde de rugby en 2023, les Jeux Olympiques de Paris en 2024 qui pourraient créer jusqu'à 250 000 emplois. Nous regrettons que le Gouvernement ait décidé unilatéralement de renoncer à accueillir l'Exposition universelle en 2025.

Dans nos entreprises, nous pouvons construire un nouveau modèle de développement, plus durable et davantage tourné vers le salarié comme acteur de différenciation et d'innovation et non plus comme facteur d'ajustement.

Le modèle d'Industrie du futur à la française que nous souhaitons porter permet de rééquilibrer la donne mondiale et la globalisation malheureuse. Elle permet de rendre plus compétitive les industries implantées sur les territoires occidentaux, elle gomme en effet une partie du déséquilibre du surcoût salarial par rapport à d'autres régions du monde, ce qui ouvre la voie à des relocalisations durables.

Pour ne prendre que quelques exemples : la fabrication additive, l'internet des objets, l'automatisation, les technologies numériques permettent d'augmenter notre capacité productive en rendant possible un dialogue homme machine. Ils peuvent faciliter le travail des opérateurs, un enjeu important pour les tâches pénibles ou répétitives.

L'urgence pour nos entreprises réside dans l'accès au crédit. Souvent sous-capitalisées, nos petites et moyennes entreprises sont très vulnérables en cas de difficultés. Nous devons réinterroger les relations entre les banques et les TPE-PME-PMI.

Nous devons :

- Réinstaurer l'ISF et le régime ISF-PME pour continuer d'inciter les plus riches des Français à investir dans nos PME
- Limiter dans le temps le statut de l'autoentrepreneur qui concurrence fortement les entreprises artisanales
- Conditionner les baisses d'impôt des entreprises au réinvestissement de leur bénéfice dans l'outil de production et la masse salariale

Vers une révolution fiscale

Le code général des impôts est devenu l'homme malade de notre pays : avec ses 457 niches fiscales, il a rendu l'impôt sur le revenu injuste et inefficace. Les niches fiscales coûteront cette année plus que ce que rapporte l'impôt sur le revenu soit près de 100 Mds d'euros.

En même temps que la CSG et la TVA frappent de plein fouet les plus pauvres, les très riches usent et abusent des facilités du code général des impôts pour échapper largement à leur devoir.

Le premier budget de ce quinquennat a supprimé l'impôt de solidarité sur la fortune et imposé une flat tax de 30% sur les revenus du patrimoine ; il a offert près de 5 milliards d'euros d'impôts aux plus riches et a transformé pour eux la France en un paradis fiscal.

Les classes moyennes quant à elles restent de quinquennat en quinquennat les grandes perdantes de toutes les réformes. Et nous en arrivons à une absurdité : seuls 43% des Français paient l'impôt sur le revenu et en proportion de leurs revenus les plus riches n'en sont même plus les premiers redevables.

Nous devons rendre à l'impôt sur le revenu sa vocation : assurer l'équité fiscale entre tous les Français et réinstaurer une contribution progressive.

Le patrimoine reste la première source d'inégalité financière entre les Français.

Nous ne pouvons donc pas décréter l'urgence éducative, écologique et démocratique sans placer une révolution fiscale au cœur de notre projet : les classes moyennes ne peuvent pas être les seules à devoir financer les investissements nécessaires à la transformation de notre économie.

Nous devons penser dès aujourd'hui la fiscalité de demain en tenant compte des mutations à l'œuvre dans notre société. La fiscalité environnementale est encore embryonnaire ; dans la perspective d'une remise à plat complète de notre système fiscal, elle peut permettre tout à la fois une réduction de la pollution grâce au signal prix qu'elle adresse aux acteurs économiques comme les particuliers ou les entreprises tout en procurant les recettes fiscales nécessaires à équilibrer le budget de l'Etat. C'est ce double dividende que nous voulons instaurer pour l'avenir.

Nous devons :

- Veiller à ce que chaque ménage quels que soient ses revenus s'acquitte de l'impôt sur le revenu. En contrepartie, nous devons exonérer de TVA les biens de première nécessité (eau, gaz, électricité, et certains produits alimentaires)
- Supprimer toutes les niches fiscales qui ne créent pas suffisamment d'emploi et ne profitent pas à tous les ménages
- Convoquer en urgence un sommet européen pour lutter contre l'évasion fiscale
- Introduire la notion de patrimoine universel de naissance dans le débat politique
- Inventer une fiscalité écologique juste qui devra se substituer systématiquement aux impôts existants

Évoluer dans un environnement sain et protecteur : l'avenir du travail et de la santé

La dernière élection présidentielle aura permis de faire émerger des thèmes nouveaux. Qu'il s'agisse de l'avenir du travail - avec le développement de l'Intelligence Artificielle (IA) et de la robotisation, les nouvelles maladies professionnelles ou encore le mode d'organisation du travail - ou qu'il s'agisse de la santé environnementale, 2017 aura permis aux Socialistes d'avancer des pistes de réflexions nouvelles pour ces sujets qui concernent le plus grand nombre.

Nous refusons de vivre dans une société « ubérisée » qui aurait pour seule conséquence la concurrence de tous contre tous, l'affaiblissement du lien social donc de notre capacité à nous mobiliser collectivement pour défendre ou acquérir de nouveaux droits. Nous refusons aussi cette société de la notation où bientôt chacun des actes de nos vies seraient soumis au jugement de tous. Nous défendons une société de la solidarité, pas une société de la compétition féroce et du délitement social.

Poursuivant notre objectif d'instaurer un Progrès partagé, les Socialistes doivent proposer des solutions qui permettent à toutes et à tous de vivre et d'évoluer dans un environnement sain et protecteur.

Nous devons donc actionner différents leviers, aussi bien en matière d'organisation du travail que de santé environnementale.

Nous devons :

- Anticiper et rendre possible la création de 500.000 emplois dans l'Économie Sociale et Solidaire.
- Reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle
- Lancer une Conférence de consensus sur l'automatisation du travail et le développement de l'Intelligence Artificielle pour évaluer les conséquences à venir sur l'emploi

- Interdire les perturbateurs endocriniens et proposer une alternative rapide aux pesticides
- Lutter contre les particules fines sur l'ensemble du territoire
- Se donner pour objectif l'éradication du SIDA en 2030 (objectif fixé par l'OMS)
- Inscrire un Plan national sur l'autisme

Bâtir une société plus humaine

Notre société est tentée par le repli individualiste. Nous devons résister collectivement à ce glissement de notre pays.

Nous voulons une société plus humaine. Elle repose sur une conception plus réaliste de la famille d'aujourd'hui. Deux millions de familles sont constituées de familles monoparentales. Un enfant sur 10 vit au sein d'une famille recomposée.

Et la France compte 500 000 orphelins de père ou de mère, dont 2 000 orphelins de père et de mère ou pupilles de l'état sont encore sans famille.

Parallèlement les Français se disent aujourd'hui prêts à accueillir favorablement une évolution de la législation sur la Procréation médicalement assistée.

Nous devons aussi avancer plus encore sur la solidarité intergénérationnelle, en traitant efficacement la question du « grand âge ». Une personne sur quatre issue du babyboom aura à en souffrir.

Nous devons :

- Accélérer les processus d'adoption en France pour ne plus laisser aucun enfant sur le bord du chemin
- Ouvrir la procréation médicalement assistée
- Demander la tenue d'une conférence de consensus sur la question de la fin de vie et le Droit à mourir dans la Dignité
- Créer un 5^{ème} risque de la sécurité sociale

3. La transition écologique et énergétique comme nouveau modèle de développement

Passer de la parole aux actes sur l'urgence climatique !

Il y a 2 ans, l'accord de Paris qui proposait de réduire à 2 degrés l'augmentation du changement climatique a été saluée dans tous les pays du monde. Il était ambitieux et réaliste.

Aucune avancée n'a été obtenue sur la tarification carbonée seule arme capable d'envoyer un signal aux marchés mondiaux du pétrole et du charbon.

En retirant son pays des accords de Paris, le Président des Etats-Unis a décidé de faire un bras d'honneur au monde.

Nous n'avons pas de planète de rechange. La lutte contre le changement climatique n'est pas une lubie de pays riches ou de grandes métropoles.

Nous devons créer un Pôle public de l'Energie qui rassemblera les grandes entreprises du secteur et développera des politiques ambitieuses sur la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, et la lutte contre la précarité énergétique qui touche plus de 10 millions de Français.

Épauler les territoires avec un État stratège

Il revient aux pouvoirs publics et particulièrement aux territoires de mêler politiques incitatives et politiques contraignantes afin de changer durablement nos habitudes quotidiennes.

Aux Etats-Unis, la Californie est engagée dans un bras de fer avec les industriels de l'automobile pour qu'ils s'imposent un seuil minimum d'énergie renouvelable dans leur production.

Paris a lancé son fonds vert pour flécher les investissements privés vers la transition énergétique. Cet effort financier s'ajoute au travail engagé par la ville en matière de promotion des véhicules électriques.

Les collectivités sont aux avant-postes. L'enseignement principal du « One Planet Summit » est qu'elles peuvent prendre le relai des Etats défaillants, tant leur capacité d'action est importante. Mais elles ont besoin d'être épaulées par un Etat stratège qui ne tient pas un double discours.

Nous devons:

- Soutenir massivement la recherche en créant le premier campus mondial entièrement dédié à la recherche sur le climat, la transition énergétique et les énergies renouvelables. Il pourra être financé par des fonds privés et publics
- Sortir progressivement du nucléaire à échéance de la fin de vie des centrales actuellement en service, et engager un grand plan de reconversion de l'emploi dans les territoires touchés pour les former au démantèlement de ces centrales
- Créer un Pôle public de l'Energie
- Lancer un grand plan de rénovation thermique des bâtiments
- Négocier un pacte finance-climat européen qui assurerait pendant trente ans des financements à la hauteur des enjeux pour la transition énergétique
- Confier aux métropoles et aux régions la possibilité de mettre en place des mesures environnementales différenciées pour lutter par ex. contre la pollution urbaine
- Imposer aux constructeurs automobiles et aux pétroliers une planification de leurs investissements pour aboutir au 100% renouvelable avant 2050

4. Face à la mondialisation sauvage, la défense d'un idéal social et politique européen

L'épisode du référendum européen de 2005 qui a durablement fracturé la Gauche. Nous devons donc faire le plein d'idéal Socialiste en Europe et adopter une ligne clairement de Gauche.

Réunir les Gauches européennes

Nul ne peut se revendiquer Socialiste s'il s'affirme contre la construction européenne. Mais nul ne peut se réclamer du progrès partagé s'il ne remet pas en cause la pensée libérale qui inonde les institutions européennes et noie les Etats et les peuples.

Le scandale des « paradise papers » doit nous ouvrir les yeux. Tant que tous les Socialistes de toute l'Europe ne construiront pas une Maison commune - digne de ce nom - nous laisserons gagner les chantres du repli identitaire ou à l'inverse ceux de la mondialisation sauvage.

Nous avons laissé nos partenaires du Labour britannique seuls face à leur opinion publique durant le Brexit. A aucun moment nous n'avons été capables de construire un discours commun avec les sociaux-démocrates européens sur cette question.

Remettre en cause la pensée libérale

Alors que la croissance reprend dans la plupart des pays de l'OCDE, et que la France s'approche pour la première fois depuis 15 ans d'un taux de croissance de 2%, cette reprise, fragile, doit être encouragée et non pas entravée. Mais comment y parviendrons-nous si nous n'agissons pas de concert avec les sociaux-démocrates portugais, espagnols, italiens, ou encore allemands ?

En 1999, nous avons su trouver les mots pour parler aux Français d'une Europe qui soit avant tout politique et sociale.

Nous devons retrouver ce chemin, si nous voulons stopper la banalisation de l'extrême droite. Le nationalisme et la montée des populismes doivent être dénoncés et combattus avec force afin de ne pas risquer une extrême-droitisation des pays européens.

La France dépense chaque année plus d'un milliard d'euros pour ses opérations extérieures qui contribuent largement à sécuriser le territoire européen et prévenir les risques d'attentats. Nous devons obtenir de nos partenaires européens qu'une partie du budget de la Défense soit sortie des règles des accords de Maastricht.

Le Socialisme est un long voyage vers l'internationalisme dont la première étape est européenne ; aujourd'hui, l'internationalisme, se confond avec le Libéralisme qui défie les nations et les peuples.

Ce sont les GAFSA (Google Apple Facebook Amazon) qui refusent de payer leurs impôts en France car il n'y aurait pas juridiquement d'établissement stable ; c'est MONSANTO qui va pouvoir pendant 5 ans encore commercialiser son cancer car nous sommes incapables de nous entendre sur le glyphosate.

L'Europe, telle qu'elle existe, n'est pas suffisamment armée contre les grandes puissances financières.

Socialistes, inventeurs de l'internationalisme, nous ne devons pas nous accommoder des effets pervers de la mondialisation.

Lutter contre l'Europe libérale, c'est aussi accueillir et aider généreusement les migrants qui arrivent sur notre sol. Nous ne pouvons pas laisser les pays du Sud seuls face à l'afflux de populations qui fuient les guerres, les famines et la misère. Demain cette question se posera aussi sur les migrants climatiques.

Ouvrir l'Europe au Sud.

La lutte pour le développement, l'urgence climatique, l'afflux des migrants et le combat contre le terrorisme sont autant de défis pour l'Europe. Sans rien retirer à notre relation privilégiée à l'Allemagne, ces sujets relancent naturellement l'idée d'une Union de la Méditerranée.

Nous devons :

- Renégocier la directive sur les travailleurs détachés
- Faire sortir une part du budget de la Défense de la règle européenne des 3% de déficit
- Créer un Parlement de la zone euro
- Relancer le projet d'une Union de la Méditerranée
- Doter l'Europe d'une doctrine d'interventionnisme humanitaire commune
- Proposer l'élection au suffrage universel direct du Président de l'UE
- Donner enfin aux Députés européens un droit d'initiative parlementaire

5. République : L'émergence de nouveaux comportements et règles démocratiques au bénéfice des citoyens

La V^{ème} République est un régime politique parti à la dérive depuis trop longtemps et qu'il faut ramener désormais sur les rives d'un régime plus équilibré entre un présidentielisme exacerbé voulu par l'actuel pouvoir et un parlementarisme malmené.

La V^{ème} République a fini par tomber du côté où le pouvoir penche toujours naturellement, l'autorité.

Nous devons, avec nos partenaires de la Gauche Arc-en-Ciel réfléchir dès le lendemain de notre Congrès aux moyens de construire une démocratie plus aboutie et moderne dans laquelle les citoyens soient associés aux décisions.

Redonner du sens à l'engagement citoyen

Depuis plusieurs années la France, comme toutes les grandes démocraties du monde, vit une crise de la démocratie représentative. Celle-ci n'est pas sans lien avec la crise économique et sociale qui sévit depuis 2008. Mais les Français n'ont pourtant pas perdu le goût de l'engagement, les mouvements associatifs et citoyens nous le rappellent chaque jour.

A première vue, notre système démocratique et institutionnel ne semble plus répondre aux aspirations de nos concitoyens.

Il est de la responsabilité des partis politiques de faire le bilan de leur fonctionnement et de leur participation au système démocratique, mais également d'imaginer les moyens d'améliorer nos Institutions pour un meilleur équilibre des pouvoirs, garantie de contre-pouvoirs démocratiques, et pour créer les conditions d'une démocratie continue qui permette la participation des citoyens entre deux élections.

Nous devons :

- Confier aux Français un véritable droit d'initiative citoyenne au Parlement qui permet d'inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi citoyenne
- Elargir le référendum d'initiative citoyenne et encourager toutes les initiatives locales de budgets participatifs notamment grâce aux outils numériques
- Abaisser le droit de vote à 16 ans
- Comptabiliser le vote blanc comme un véritable suffrage exprimé
- Inscrire enfin dans notre droit le droit de vote des étrangers aux élections locales

Favoriser le renouvellement de la classe politique

Les partis politiques, qui désignent en leur sein la grande majorité des candidats aux élections pour représenter les citoyens, doivent être exemplaires et favoriser l'émergence de nouvelles personnalités, facteur d'une meilleure représentativité de la société.

Parallèlement la mise en place d'un véritable statut de l'élu doit permettre de poser un cadre pour l'exercice de cette fonction. Ce statut doit comprendre des droits et des devoirs.

Parmi ces derniers notamment la prévention de toute situation de conflit d'intérêt, la transparence sur ses activités professionnelles en cours et à venir, et la probité dans l'exercice de ses fonctions.

Un statut de personnel protégé permettra aux salariés du privé de s'engager librement en politique sans craindre de représailles, comme c'est le cas pour les militants syndicaux. Nos élus doivent pouvoir entrer en politique et en sortir sans que cela ne cause de dommage à leur vie professionnelle si nous voulons une diversification des profils des personnes qui s'engagent dans un mandat.

L'expérience d'un élu sera donc prise en compte dans son parcours professionnel par une validation des acquis de l'expérience. Le non cumul des mandats dans le temps (3 mandats successifs) est également un objectif sain, cohérent et naturel.

La place des femmes en politique doit être égale à celle des hommes, et pas seulement dans le nombre de candidats, mais bien dans le nombre d'élu.e.s.

Limiter le risque de dérive autoritaire du pouvoir

L'irrésolution de la question démocratique est un des échecs de la Gauche au pouvoir. Le PS a abordé plusieurs fois le sujet au cours de Conventions ou Forums sans jamais choisir une voie claire pour dénouer le nœud gordien de la Ve République. Une pratique opportuniste de celle-ci quand il occupait le pouvoir n'a fait qu'amplifier sa dimension autoritaire, devenue encore plus anachronique à l'heure des réseaux sociaux et de l'interactivité généralisée.

La question démocratique va au-delà de sa dimension institutionnelle. La participation et le partage du pouvoir sont les conditions sine qua non pour permettre d'avancer concrètement dans les luttes féministes, pour une transition écologique, dans les transformations du travail, de son droit, pour favoriser des expérimentations coopératives ou de type autogestionnaires, des propositions pour une « codétermination à la française » dans les entreprises faites par des syndicats. Partout la question du partage du pouvoir et des fruits de la production se pose.

La question démocratique se pose aussi dans ce qu'il est convenu d'appeler la « démocratie participative » : quelle place donner au tirage au sort dans de nouvelles procédures de consultation citoyenne ? Quels recours au référendum d'initiative populaire instituer ? Quelle reconnaissance assurer aux jurys ou sondages délibératifs ? Quelle extension donner au droit de pétition et à la coproduction législative ? Autant d'interrogations parmi d'autres qui appellent des réponses précises.

La question démocratique demeure évidemment centrale dans la crise de la démocratie représentative qu'entretient le régime de la V^e République. Le contexte est favorable à sa remise en cause : l'exercice gaullo-bonapartiste du pouvoir par Emmanuel MACRON, en même temps que son projet de réforme des institutions en sont les principaux éléments. Mais la critique du premier n'a de sens que si elle s'enracine dans une perspective plus ambitieuse que ne l'est ou le sera la seconde. Pour être simplement crédible sur les deux

plans, la Gauche doit réexaminer la totalité de sa pratique du pouvoir depuis 36 ans durant lesquels elle a occupé, unie ou non, tout ou partie des institutions de la République.

La Gauche ne peut les combattre que si elle les dépasse en revenant sur l'ensemble de son œuvre depuis François MITTERRAND. Ce dernier ne dressait-il pas ce terrible bilan au terme de ses deux septennats ? : « *Ces institutions étaient dangereuses avant moi ; elles le resteront après moi* ». Les dépasser ne veut pas dire les gauchir ou les infléchir. Revendiquer une VIème République sans dire ce qu'elle serait et comment elle pourrait advenir réellement est ridicule: la crise démocratique est d'une ampleur telle que la réduire au champ institutionnel serait anachronique.

La crise s'ancre dans une vaste impuissance : celle de l'Union Européenne, celle des Etats devant les révélations du gigantisme de l'évasion fiscale, celle des sociétés devant la destruction de la planète. Ces défis appellent une autre échelle démocratique au centre comme à la périphérie. C'est la raison pour laquelle le combat pour une nouvelle République est toujours indispensable : il est le principal moyen pour que la société se représente un idéal et se mobilise pour le réaliser.

Il s'agit rien de moins que de rompre avec une culture, celle du bonapartisme qui fait de la France un pays où le divorce entre son système politique et le peuple est grand (elle occupe la première place de l'abstention en Europe tant aux élections législatives que présidentielles).

La question démocratique est plus que jamais le socle d'une reconstruction durable.

Il faut donc repartir des origines, un peu comme le firent Pierre MENDES-France et François MITTERRAND entre 1958 et 1962 (date de l'instauration de l'élection du Président de la République au suffrage universel). Le premier définit alors les conditions d'avènement d'une « République moderne » qui gardent une grande actualité. Le second traduit sa compréhension de l'institutionnalisation du présidentielisme dans la création de la « Convention des Institutions Républicaines ».

C'est ce chantier qu'il nous faut rouvrir. Il va de l'assimilation des travaux des chercheurs sur le pouvoir délibératif et le principe de responsabilité, jusqu'à la définition de nouveaux principes constitutionnels adaptés à notre temps (comme le principe de non-régression en matière environnementale) en passant par l'incorporation d'initiatives et de pratiques citoyennes qui réinventent la démocratie.

Ce chantier fera l'objet d'une des premières grandes Conventions que le PS organisera après son congrès, préparée par des échanges avec les praticiens, les experts et les acteurs citoyens qui réfléchissent et mettent en œuvre d'ores et déjà un changement nécessaire du système politique actuel.

Nous devons :

- Organiser une Grande Convention dès l'issue de notre Congrès qui traitera de l'avenir de nos Institutions, car nous devons définir un nouveau cadre démocratique pour porter avec les plus grand nombre le progrès partagé

Instaurer une véritable démocratie sociale

La démocratie sociale est fondamentale car à l'heure où les droits des salariés ont tant besoin d'être défendus, redéfinir l'entreprise et instaurer un véritable ordre juridique sociale devient une ardente nécessité.

Nous devons :

- Créer un chèque syndical en entreprise pour favoriser l'engagement syndical
- Donner une place plus importante aux salariés dans les conseils d'administration des entreprises et dans la prise de décision
- Créer un véritable ordre des juridictions sociales
- Renforcer la dimension sociale et environnementale de l'objet de nos entreprises